



DÉLIBÉRATIONS

2026/04062026/23

Le 4 juin 2026 à 15h20, les membres du Conseil d'Administration du CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN, se sont réunis au C.C.A.S., 2, Rue de Germont - sous la présidence de Madame Zohra AMIMI

Étaient présents :

Madame Elisabeth ALAZARD-SCHNEIDER, Madame Zohra AMIMI, Madame Brigitte BROUT, Madame Marine CARON, Monsieur Samantigui DOUMBIA, Monsieur François HAINIGUE, Monsieur Dorian JUSTIN, Monsieur Jamal KHERBECHE, Madame Dominique LABARRE, Madame Clémentine LE DUEY, Madame Elisabeth MENESTRIER, Madame Adeline PIERRE, Madame Gaëlle SILVESTRE,

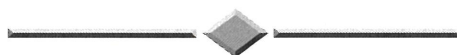
Étaient représentés :

Monsieur Nicolas MAYER-ROSSIGNOL ayant donné pouvoir à Madame Zohra AMIMI
Madame Élise BOQUIÉ ayant donné pouvoir à Monsieur François HAINIGUE
Madame Martine LELAIT ayant donné pouvoir à Madame Elisabeth ALAZARD-SCHNEIDER
Madame Juliana VIENNE ayant donné pouvoir à Madame Clémentine LE DUEY

Secrétaire de séance :

Madame Vanessa RAPITEAU, Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Date de convocation : 29 mai 2026



DÉLIBÉRATIONS

23 CESSION À TITRE GRACIEUX DE MOBILIER AU CENTRE SOCIO-CULTUREL SIMONE VEIL DE LA VILLE DE ROUEN

MESDAMES, MESSIEURS,

Dans le cadre de la modernisation de ses équipements, le Centre Communal d'Action Sociale (C.C.A.S.) de la Ville de Rouen a engagé le remplacement du mobilier présent dans ses salles de réunion situées au 2 rue de Germont par un mobilier plus ergonomique.

Afin d'optimiser la mutualisation de gestion de ses ressources Ville et C.C.A.S. il est proposé de céder à titre gracieux 8 tables et 20 chaises, actuellement inscrites à l'inventaire du budget principal du C.C.A.S., au profit du centre socio-culturel Simone Veil, situé 74 rue Jules Adeline à Rouen. Cette démarche s'inscrit dans une logique éco -responsable et de mutualisation des moyens entre services publics.

Il est proposé au Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen de céder 8 tables et 20 chaises au service Politique de la Ville de Rouen au profit du centre socio-culturel Simone Veil situé 74 rue Jules Adeline à Rouen.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment son article R.123-20,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et nomment ses articles L.3212-2, L.3212-3, D.3212-5,

CONSIDÉRANT que le mobilier concerné, bien qu'encore fonctionnel, n'est plus adapté aux besoins opérationnels du C.C.A.S. de Rouen en raison de son remplacement par du matériel plus ergonomique,

CONSIDÉRANT que la valeur nette comptable de ce mobilier est nulle,

CONSIDÉRANT le souhait du C.C.A.S. de Rouen de soutenir le centre socio-culturel Simone Veil en cédant à titre gratuit 8 tables et 20 chaises figurant à l'inventaire du budget principal du C.C.A.S. de Rouen,

CONSIDÉRANT que cette cession à titre gracieux permet d'éviter la destruction ou le stockage inutile de biens encore utilisables, conformément aux principes de gestion durable des ressources publiques,

DÉLIBÉRATIONS

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ :

- Autorise la cession à titre gracieux de 8 tables et 20 chaises, et le restant du mobilier à la Direction logistique et Achat de actuellement inscrites à l'inventaire du budget principal du C.C.A.S., au profit du centre socio-culturel Simone Veil, situé 74 rue Jules Adeline à Rouen,
- Décide que les biens cédés sortent de l'inventaire comptable du C.C.A.S. de Rouen à compter de la date de la présente délibération.

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

Votants :

- Pour : 17
- Contre : 0
- Abstention : 0
- Ne prend pas part au vote : 0

Fait à Rouen, les jours, mois et an susdits.

POUR EXTRAIT CONFORME,
Pour le Président et par délégation



Madame la Directrice du C.C.A.S. de Rouen certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53, avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission aux services de l'Etat. De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : www.telerecours.fr, et ce en application de l'article R421-1 du Code de la Justice Administrative.